

Éducation. Les syndicats de l'enseignement réclament un plan d'urgence pour l'école

Jeudi 15 Octobre 2020 **L'HUMANITE**

[Alexandra Chaignon](#)

Inquiète face à l'explosion des inégalités scolaires, une large intersyndicale exige des mesures à court terme pour répondre à la crise sanitaire sans précédent.

C'est un appel inédit et unanime : l'ensemble de la profession enseignante, tous syndicats confondus, rejointe par la FCPE et l'UNL, vient de tirer la sonnette d'alarme, exigeant un plan d'urgence pour l'école. *« Aucun enseignement n'a été tiré de la première phase de la crise sanitaire que nous avons vécue au printemps dernier. Les mesures nécessaires n'ont pas été prises pour répondre à la dégradation rapide de la situation sanitaire dans une école déjà fortement secouée par des réformes nombreuses et profondes, et fragilisée par un sous-investissement matériel, comme en personnel, chronique. Les dispositions sont allégées à l'école, à l'heure même où des mesures plus contraignantes sont prises dans l'ensemble de la société, il est nécessaire que ce soit accompagné de mesures protectrices »*, constate d'une seule voix l'intersyndicale (SE-Unsa, Sgen-CFDT, FSU, SUD éducation, Unsa éducation, Snalc) élargie. *« Nous constatons tous les effets de la crise sur l'école »*, confie Guislaine David, cosecrétaire générale du Snuipp-FSU. *« Nous sommes solidaires des enseignants, justifie pour sa part Rodrigo Arenas, coprésident de la FCPE. Nous avons les mêmes intérêts : les enfants. »*

Lire aussi : [Ecoles, collèges, lycées : la carte des cas de Covid](#)

Tous déplorent qu' *« on continue à reproduire l'école d'avant, avec des masques, comme si de rien n'était »*. Leur demande est sans équivoque : *« Notre école a besoin à très court terme de mesures pour répondre efficacement à la crise sanitaire. »* On parle là de l'aménagement des espaces, des enseignements, de l'accueil et de l'accompagnement des élèves. Ce qui suppose *« des moyens financiers et humains »*, rappelle Guislaine David. Et, comme toujours, c'est là que le bât blesse.

Besoin de « moyens » et de « certitudes »

« La France investit moins que la moyenne des pays de l'OCDE en matière de dépenses éducatives », déplore Rodrigo Arenas. Malgré son ampleur (100 milliards d'euros), le plan de relance du gouvernement ne prévoit qu'1,5 milliard pour l'enseignement. *« Cela correspond à 85 euros par élève. C'est insuffisant »*, argue le représentant de la principale fédération de parents d'élèves. *« Alors qu'on ne sait pas quand l'épidémie se terminera, le budget éducation du projet de loi de finances (PLF) ne semble pas prendre en compte l'urgence éducative »*, renchérit Rémy-Charles Sirvent, secrétaire national du SE-Unsa, rappelant, comme ses collègues, que la crise sanitaire a creusé les inégalités.

Lire aussi : [Rodrigo Arenas \(FCPE\) : « L'école publique, c'est un temple qu'on doit défendre »](#)

« Les enfants issus des milieux les plus défavorisés sont ceux qui ont le plus pâti de la crise et ont le plus de difficultés. On le voit bien dans les classes », rebondit Guislaine David. Autre motif d'inquiétude : les classes à examen. *« Dans quelles conditions le baccalauréat 2021 pourra-t-il se dérouler ? On ne peut pas re-bricoler ça en urgence comme en avril, insiste Rémy-Charles Sirvent.*

Nous avons besoin d'avoir des précisions sur l'enseignement à distance, si on devait reconfiner. Nous avons besoin de certitudes, de scénarios, pour anticiper tout ce qui pourrait se passer. »

L'intersyndicale « demande à être reçue collectivement dans les plus brefs délais ». « Jusqu'ici, on a le sentiment de ne pas avoir été entendus, conclut Guislaine David. Espérons que le fait d'être nombreux et unitaires nous permettra d'avoir l'écoute du ministre. »